

LE PARTI NATIONAL DEMOCRATIQUE (PND) ET LE SYSTEME POLITIQUE EGYPTIEN CONTEMPORAIN : QUEL ROLE POUR LE PARTI HEGEMONIQUE DANS LES STRATEGIES DE CONSOLIDATION DU REGIME AUTORITAIRE ?

Virginie Collombier

Doctorante à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

Ce travail s'inscrit dans la continuité de précédentes études consacrées au régime égyptien, études qui se sont tout d'abord concentrées sur les relations bilatérales entre l'Egypte avec les Etats-Unis¹, puis sur la gestion par le régime des contraintes externes et internes influant sur ses relations avec la société au moment de l'intervention américaine en Irak². A ce stade, il nous avait par suite semblé pertinent de nous intéresser à la gestion par le régime des projets de démocratisation, devenus centraux tant dans les initiatives internationales (et surtout dans la politique extérieure américaine) que dans les politiques nationales

¹ IEP de Lyon, mémoire de fin d'études, « Egypte, Etats-Unis, 1970-2002, regards sur un partenariat stratégique », dir. O. Sanmartin, 2002

² IEP de Paris, mémoire de mastaire, « Les élites égyptiennes, l'Amérique et le pouvoir : de l'antiaméricanisme à l'opposition au régime », dir. G. Kepel, 2003



depuis la fin de l'année 2001. En fait, le suivi de l'actualité politique égyptienne nous a progressivement conduit à accorder une attention particulière à l'un des acteurs centraux du régime égyptien, le Parti national démocratique (PND), au sein duquel se déroulent actuellement de nombreux débats et luttes d'influence s'agissant de la conception et de la mise en œuvre des projets de réforme au sens large.

L'objectif essentiel de notre travail consiste ainsi aujourd'hui en un travail sur le rôle du parti hégémonique dans le contexte d'un régime autoritaire, et plus particulièrement sur sa fonction dans les mécanismes de consolidation mis en œuvre par un régime de ce type, à partir de l'exemple et de l'expérience égyptiens.

QU'EST-CE QUE LE PARTI NATIONAL DEMOCRATIQUE ?

Créé par le président Sadate en 1976, et au pouvoir depuis lors, le PND constitue un parti que l'on peut qualifier d'hégémonique – suivant en cela la typologie proposée par Giovanni Sartori³ - et qui joue un rôle prédominant au sein du régime autoritaire égyptien⁴. Il s'agit du moins de l'une des premières hypothèses à vérifier, à travers l'analyse, dans un premier temps, des institutions et des procédures qui régissent le fonctionnement du régime égyptien afin de déterminer le rôle au moins théorique qui y est dévolu au parti présidentiel.

D'ores et déjà, les conditions de naissance du PND peuvent être mises en avant en tant qu'élément essentiel d'analyse⁵. Le Parti national démocratique n'est en effet pas issu d'une lutte opposant différents groupes politiques – au sein du Parlement par exemple. Les conditions de sa création par Sadate (à partir de l'Union Socialiste Arabe préexistante) le font essentiellement apparaître comme une simple extension du régime politique lui-même, jouissant de peu d'indépendance

³ Sartori, Giovanni, *Parties and Party Systems, a framework for analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, vol.1, p.230

⁴ Pour une définition du régime autoritaire, on pourra dans un premier temps se référer à Linz, *Totalitarian and Authoritarian regimes*, 2000

⁵ Les travaux de Duverger, par exemple, ont permis de mettre en lumière la dimension centrale de l'origine des partis dans leur organisation et leur fonctionnement. Voir *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976, p. 23

par rapport à ce dernier – pour lequel il serait en quelque sorte taillé sur mesure avec pour objectif de servir de support au Président en exercice. Ainsi, aujourd’hui encore, des liens organiques semblent relier le parti à l’Etat, sans qu’il existe entre les deux de séparation effective, ce qui n’est pas sans exercer une influence sur les modalités de son fonctionnement.

À ce jour, peu de travaux universitaires se sont intéressés au PND comme structure politique en tant que telle, préférant aborder le système égyptien à travers la personne – et la fonction – du président ou à travers certains groupes sociaux privilégiés (par exemple les militaires ou les hommes d’affaires)⁶. Une véritable analyse du parti hégémonique en Egypte fait donc défaut, et tout d’abord même pour ce qui concerne son organisation structurelle⁷ - si tant est que le parti dispose d’une véritable structure relativement rigide, ce qui constitue l’un des éléments à examiner.

En effet, le PND pourrait *a priori* être décrit comme un parti de cadres et de dirigeants dépourvu de réelle structuration pyramidale, comme un parti de *membres* plus que de *militants*, constitué d’individus choisissant d’y adhérer avec en perspective l’idée que cela leur sera *profitable* (pour servir leurs intérêts, leur carrière, etc). La dimension *idéologique* de cette adhésion apparaît ainsi largement, du moins dans la plupart des cas, comme un élément de second plan, même si des convictions anti-islamistes ou encore le sens du service de l’Etat peuvent notamment être considérés par une partie des adhérents comme des motivations pour rejoindre le parti.

⁶ On pourra notamment se référer à Ayubi, *Bureaucracy and Politics in contemporary Egypt*, London, Ithaca Press, 1980 ; Gobe, *Les hommes d'affaires égyptiens : démocratisation et secteur privé dans l’Egypte de l’infitâh*, Paris, Karthala, 1999 ; Hinnebusch, *Egyptian Politics under Sadat, the post-populist development of an authoritarian-modernizing state*, New York, Cambridge University Press, 1985 ; Kienle, *Politics from above, Politics from below*, London, Saqi, 2003, *A grand delusion: democracy and economic reform in Egypt*, London, I.B.Tauris, 2000 ; Satloff, *Army and Politics in Mubarak’s Egypt*, Washington Institute for Near East Policy, 1988 ; Springborg, *Mubarak’s Egypt : fragmentation of the political order*, Boulder, Colo., Westview 1989, *Family, Power and Politics*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1982 ; Waterbury, *The Egypt of Nasser and Sadat*, New York, Princeton University Press, 1983, etc.

⁷ Il faut cependant noter que le Centre Al-Ahram d’Etudes Stratégiques a publié dans sa série sur les partis politiques égyptiens une brochure consacrée au PND en 2004 (Hashem Abu Rabei, *Al-hizb al-watani al-dimuqrâti*). L’auteur de cet ouvrage est lui-même membre du parti. Par ailleurs, il pourra être intéressant de jeter un œil sur les travaux de Harik consacrés au parti unique égyptien pendant la période nassérienne. « The case of Egypt », in *World Politics* (26), 1973-1974

Partant de l'hypothèse selon laquelle le parti constitue l'une des institutions essentielles du régime, il convient donc de commencer par analyser la manière dont ce dernier est organisé et fonctionne, travaillant en cela à partir des critères élaborés dès 1976 par Maurice Duverger⁸. Cette première étape doit permettre de comprendre un peu mieux, avec néanmoins toutes les limites posées par le problème de l'accès à une information transparente et fiable, ce qu'est le parti, qui en sont les membres et les dirigeants et comment il fonctionne.

L'un des aspects de notre travail de terrain à venir consistera ainsi à étudier l'organisation du parti au niveau d'une unité locale – en l'occurrence certainement le gouvernorat d'Alexandrie pour des raisons de convenance et de relative facilité d'accès – afin d'identifier qui en sont les membres, quelles relations unissent les responsables de l'administration locale, les milieux d'affaires et les responsables locaux du parti, etc. Il s'agit de questions particulièrement importantes dans le contexte actuel – nous y reviendrons – pour mettre en lumière la façon dont s'opèrent la cooptation et la formation des élites, l'intégration de nouveaux entrants au sein du parti, au cours d'une période marquée par une volonté affichée de renouveler les élites partisans au niveau local dans le but de promouvoir des réformes.

QUEL ROLE POUR LE PARTI HEGEMONIQUE DANS LE CONTEXTE D'UN REGIME AUTORITAIRE ?

Etudier la manière dont le PND, en tant que structure partisane hégémonique, s'inscrit dans l'organisation du régime et le rôle qu'il y joue – vraisemblablement, étant donnée l'ampleur la tâche, en se concentrant sur les élites du parti et leur(s) fonction(s) au sein du régime – nous conduira nécessairement à prendre en compte

⁸ Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992

la situation particulière du parti dans un régime autoritaire confronté à des facteurs de *breakdown*⁹.

Comme toute structure politique, le régime égyptien est en effet inséparable de son environnement, dont il subit les contraintes et auquel il doit s'adapter¹⁰. Dans le contexte actuel, deux facteurs majeurs d'évolution du contexte dans lequel il s'inscrit apparaissent de manière centrale sur l'agenda du régime : la question de la succession du président Hosni Moubarak et la question des réformes, enjeu au plan interne mais aussi, et peut-être surtout, au plan externe.

Face à cette situation, nous avons choisi d'exploiter l'analyse du régime autoritaire proposée par Michel Camau, et en particulier le concept de *consolidation* des régimes autoritaires qu'il propose. En effet, alors que de nombreuses études consacrées à l'autoritarisme se sont attachées à définir des formes particulières de ce type de régime (semi-autoritaire, autoritaire avec adjectif, etc), Camau propose de considérer les processus de recomposition de l'autoritarisme en cours, notamment dans les pays arabes. Il remarque ainsi que les régimes autoritaires procèdent à des transformations (souvent présentées comme des « modernisations ») « dans le seul but d'augmenter leur efficacité compte tenu des circonstances »¹¹. Ils mettent donc en place des stratégies d'adaptation dans la perspective d'assurer leur renouvellement et de préserver leur stabilité¹², opérant ainsi ce qu'il nomme une consolidation.

Dans le cas de l'Égypte, il s'agit donc pour nous de nous intéresser aux stratégies de consolidation mises en œuvre par le régime face aux évolutions contextuelles auxquelles il se trouve confronté, et surtout de voir quelle place joue le parti ou quelles fonctions il remplit dans ces stratégies.

⁹ Linz, Stepan, *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore, John Hopkins University, 1978

¹⁰ Sur les thématiques du *changement* et de l'*adaptation*, voir en particulier Bailey, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971

¹¹ Camau, *L'autoritarisme dans le monde arabe*, autour de M. Camau et L. Martinez, « Débats », Le Caire, CEDEJ, 2005

¹² On pourra également se référer utilement à Schlumberger, *Political Liberalization, Authoritarian Regime Stability and Imitative Institution-Building. Towards a formal understanding*, Florence, European University Institute, Fifth Mediterranean Social and Political Research Meeting, 24-28 mars 2004

En effet, pour Camau, la cohésion de l'élite politique apparaît comme l'un des éléments clés de la consolidation autoritaire qui procède, dans une large mesure, de « mutations du *leadership* ou de la coalition dirigeante ». Le PND, comme le Parti Social Démocratique (PSD) dans le cas tunisien par exemple¹³, s'avèrerait donc « un opérateur essentiel de l'ajustement des *policies*, de la coalition et du régime », ce qui renforcerait notre hypothèse de départ – plaçant le parti au centre de l'analyse des stratégies d'adaptation du régime – et nous conduira par conséquent à nous intéresser aux théories liant la question des institutions à celle de la stabilité politique.

QUELLE PLACE POUR LE PND DANS LES STRATEGIES DE CONSOLIDATION DU REGIME EGYPTIEN ?

Dans une perspective similaire, Jason Brownlee a par ailleurs entrepris, dans un récent article consacré à la persistance du phénomène autoritaire durant la « troisième vague » de démocratisation¹⁴ et à travers les exemples de l'Égypte et de la Malaisie, d'étudier le rôle des partis au pouvoir et l'importance de la gestion des coalitions dans la durabilité de ces régimes. Pour lui en effet, plus que l'existence ou non d'élections, ce sont les institutions sur lesquelles repose le régime qui comptent, et plus encore la capacité du parti au pouvoir à médiatiser les relations entre (ses) élites, la préservation de sa domination dépendant essentiellement de la cohésion du régime. Le Parti national démocratique (PND), en tant que parti hégémonique regroupant les membres de la coalition dirigeante, constituerait ainsi un élément clé des stratégies de consolidation¹⁵ mises en œuvre par le régime.

¹³ Camau, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003

¹⁴ Brownlee, Jason, « Ruling Parties and Regime Persistence : Explaining Durable Authoritarianism in the Third Wave Era », 2005

¹⁵ Nous ne reviendrons pas ici sur le concept développé par Michel Camau, évoqué notamment au cours du débat retranscrit dans Camau, Michel, Martinez, Luiz, *L'autoritarisme dans le monde arabe*, Le Caire, CEDEJ, juin 2005. Voir aussi Camau, Michel, *Le Syndrome Autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003

Cette hypothèse de réflexion nous apparaît tout à fait pertinente, notamment dans un contexte égyptien marqué par une usure du pouvoir (le président Hosni Moubarak, à la tête du Parti national démocratique, est en fonction depuis 1981) et par la prochaine succession du chef de l'Etat (ce dernier est aujourd'hui âgé de 77 ans). La réussite de la consolidation d'un régime autoritaire, c'est-à-dire, pour le dire vite, sa capacité à s'adapter à des changements dans son environnement, sous-entend en effet que l'élite politique a su faire preuve de la cohésion nécessaire. Cependant, comme le fait justement remarquer Tewfic Aclimandos¹⁶, « cette cohésion est la plupart du temps absente lors des successions », au moment où s'opère un changement de *leadership*.

D'où l'intérêt d'étudier le PND égyptien aujourd'hui : le travail que nous avons entrepris permettra ainsi dans un premier temps d'identifier les dynamiques internes au parti ainsi que les interactions privilégiées du parti avec certains segments de la société, puis dans un second temps d'observer la manière dont ces dynamiques internes sont gérées dans le but d'assurer la stabilité de la structure et du régime, et enfin de tenter d'analyser la portée des changements en perspective sur le parti et, du fait des interactions à l'œuvre, sur le régime.

L'analyse de Brownlee lie en fait essentiellement la « survie » (ou la « stabilité ») du régime égyptien à la capacité du parti au pouvoir à préserver sa cohésion interne face aux oppositions, à travers la médiation et la résolution des conflits internes. Or depuis la fin des années 1990¹⁷, mais surtout depuis l'année 2002, année qui a marqué le début d'une ère de changement pour le parti¹⁸, les luttes d'influence au sein du PND sont devenues de plus en plus visibles ; elles ont aussi

¹⁶ Aclimandos, *L'autoritarisme dans le monde arabe*, autour de M. Camau et L. Martinez, « Débats », Le Caire, CEDEJ, 2005

¹⁷ Durant l'été 1999, confrontée à l'intransigeance de la direction du parti, une aile réformatrice avait ainsi commencé à faire circuler une proposition de constitution d'un second parti. Le « Parti du futur » aurait ainsi représenté une plate-forme pour la nouvelle génération et ses idées. Mais cette proposition a très vite été étouffée et le PND a promu Gamal Moubarak et ses alliés du monde des affaires au sein du parti. Au cours de l'automne 1999, le fils du Président a rejoint le Secrétariat général.

¹⁸ Le congrès annuel du PND organisé en septembre 2002 a en effet consacré une nouvelle orientation politique, une « pensée nouvelle » (« *Al-fikr al-jadid* »), selon la terminologie officielle du parti.

largement alimenté le débat médiatique, journalistes et analystes entreprenant de « compter les points » entre « vieille garde » et « réformateurs » emmenés par Gamal Moubarak, le fils du Président.

CONFLITS GENERATIONNELS ET LUTTES D'INFLUENCE AU SEIN DU PARTI

Le parti constitue en effet une unité de sens à part entière, un « système politique miniature »¹⁹, dont les processus internes revêtent une importance toute particulière lorsqu'ils s'inscrivent dans le cadre d'un système de parti hégémonique. Si, quel que soit le statut de ce dernier, les processus informels internes sont nécessairement marqués par des désaccords, des rivalités et des manœuvres, c'est surtout la formation des « cercles intérieurs » et des clans qui a jusque là retenu notre attention. Ainsi, dans son ouvrage de référence consacré aux partis politiques, et plus particulièrement dans son analyse de la direction des partis, Duverger s'intéresse-t-il à la constitution d'équipes de direction ou de clans à l'intérieur même du parti, équipes qui résulteraient selon lui d'une « solidarité spontanée, qui (viendrait) d'une communauté d'origine ou de formation », « fruit d'un pacte délibéré de quelques hommes, appartenant généralement à une jeune génération, qui s'unissent pour secouer le cocotier, enlever les postes de direction aux anciens et les monopoliser à leur profit ».

Les rivalités actuelles entre *leaders* du PND semblent venir illustrer cette analyse, au moins partiellement, à travers la mise en lumière des rivalités opposant les anciens caciques du parti et une nouvelle génération d'hommes plus jeunes, les « quadragénaires », favorables à des réformes en profondeur, tant dans la politique menée par le gouvernement que dans l'organisation partisane elle-même.

Ainsi, les observateurs de la vie politique égyptienne identifient-ils deux groupes principaux en lutte pour le pouvoir au sein du parti. La vieille garde (*al-haras al-*

¹⁹ Eldersveld, Samuel J., *Political Parties : A Behavioral Analysis*, Rand McNally, 1964, p.1

qadîm) jusque-là à la tête du régime regrouperait essentiellement de vieilles « figures » du parti, telles que Kamal al-Shazly, Safwat al-Sharif ou Mufid Shahab par exemple, qui ont en commun d'avoir commencé leur parcours politique dans les années 1960, à l'époque de l'Union socialiste arabe, dont la plupart ont été membres – ou membres de ses organisations de jeunesse – et dont elles partagent aujourd'hui l'héritage.

Face à ces derniers aurait commencé à émerger, à partir de la fin des années 1990, une nouvelle génération d'hommes plus jeunes, ayant pour la plupart étudié dans les pays anglo-saxons, très liés au monde des affaires, et qui tentent de s'imposer au sein des structures de direction en mettant en avant la nécessité de réformer le pays et son système politique. Cette « nouvelle garde » constituerait cependant un groupe moins unifié qu'il paraît à première vue, la plupart des analystes distinguant en effet plusieurs composantes à l'intérieur de cet ensemble.

S'il est aujourd'hui présenté comme l'une des caractéristiques majeures de la structuration du PND, ce clivage largement mis en avant par les médias et régulièrement repris par les acteurs eux-mêmes (mais plutôt par les « jeunes réformateurs ») nécessite cependant d'être étudié de manière plus précise. Plus particulièrement, il s'agira pour nous de réfléchir tant au degré qu'aux formes d'objectivation de ces lignes de clivage et à leur signification réelle. En effet, les deux groupes ne constituent pas des ensembles monolithiques²⁰ et la question se pose de savoir quels sont les fondements réels des divisions perceptibles au sein du parti : la dimension générationnelle représente-t-elle l'élément essentiel de ce clivage ? Quelle est la place des positionnements idéologiques ? Quelles autres

²⁰ La « nouvelle garde », par exemple, semble constituer un groupe moins unifié qu'il n'y paraît à première vue. La plupart des analystes distinguent en effet au minimum deux composantes à l'intérieur de cet ensemble : ceux que 'Abdel Moneim Said nomme les « libéraux avec le passé » (« *the liberals with the past* »), âgés d'une cinquantaine d'années, et la « nouvelle nouvelle garde » (« *the new new guard* »), formée de jeunes d'environ trente ans, qui apparaissent quant à eux plus pressés d'imposer leurs vues et de s'imposer au pouvoir²⁰. De la même manière, Amr Hâchem Rabie évoque quant à lui trois groupes : les réformateurs en rupture de ban avec le parti (*majmu'a mutamarrida 'ala-l-hizb*) - parmi lesquels des personnalités comme Osama Ghazali Harb- le groupe du centre (*al-wasat*), composé de réformateurs refusant de rompre avec le parti -notamment Mohamed Kamal, Hosam Badrawi ou encore Ahmed Ezz, emmenés par Gamal Moubarak- mais aussi un groupe de chercheurs en sciences politiques affiliés au parti, jouant en quelque sorte le rôle d'idéologues, tels que 'Abdel Moneim Said.

dimensions entrent-elles en ligne de compte ? De quelles ressources disposent les différents groupes en présence ?

Toutes ces questions apparaissent ainsi centrales pour comprendre les articulations réelles structurant la direction actuelle du parti. Nous n'y avons cependant pour l'heure apporté que très peu de réponses.

LES ELECTIONS DE 2005 : MIROIR DES RECOMPOSITIONS EN COURS AU SEIN DU PND

Au cours de l'année écoulée, nous nous sommes en effet essentiellement concentrés sur les échéances électorales – leur préparation, leur déroulement, leurs résultats – partant du principe qu'elles étaient susceptibles de constituer un indicateur de l'état des luttes internes au sein du parti et du rapport entre les forces en présence. Le travail récemment effectué a ainsi essentiellement consisté en une analyse des élections de 2005 en tant qu'enjeu interne pour le PND et en tant que révélateur des luttes d'influence et des transactions qui s'y opèrent entre clans²¹.

Synthétiquement, cette analyse a permis de mettre en avant différents points :

Essentiellement depuis 2002, le parti s'est engagé dans un dialogue interne sur la question des réformes politiques (mais aussi économiques). Il ressort en 2005 qu'un consensus sur ce thème s'est en définitive avéré difficile à atteindre, notamment en raison des différences de perception présentes dans un parti tel que le PND, héritier de diverses tendances intellectuelles et politiques, et qui plus est un parti au pouvoir. Aujourd'hui, des responsables du parti (plutôt membres de la tendance réformatrice) soulignent que cette « Nouvelle pensée » est encore loin d'avoir « complètement pénétré toutes les strates et toutes les sections du (parti) »²².

²¹ Voir « Les élections de 2005 comme enjeu interne : luttes d'influence et transactions au sein du Parti national démocratique », achevé en mai 2006, publication à venir

²² *Al-Ahram Weekly*, 8 mai 2005

Il est toutefois à noter que jusque-là, ces réticences n'ont pas provoqué de scission majeure et n'ont pas empêché le parti de progresser sur la voie du changement, sous l'impulsion de *leaders* de la nouvelle génération qui semblent avoir peu à peu acquis une influence croissante, tant dans les instances du parti qu'au sein du gouvernement. En septembre 2002, Gamal Moubarak a ainsi été nommé à la tête du nouveau Secrétariat des politiques (*amânat as-siyasât*) du PND²³, tandis qu'en juillet 2004, le nouveau gouvernement dirigé par Ahmed Nazîf, composé de sept membres du même Comité des politiques, a immédiatement été présenté comme « le gouvernement de Gamal »²⁴.

Sous l'influence de ces nouveaux entrants, le PND a entrepris d'élaborer et de mettre en oeuvre « un plan continu de transformation et de réforme »²⁵ qui s'est notamment traduit en février 2005 par l'annonce par le président Moubarak de son projet d'amendement de l'article 76 de la Constitution, visant à permettre l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct. Réclamée avec force par l'opposition, l'idée d'une réforme avait pourtant jusqu'alors été rejetée par tous les responsables du parti, Gamal Moubarak y compris²⁶. En février 2005 cependant, très certainement sous l'effet conjugué des pressions américaines et de l'amplification des oppositions internes, le président et la direction du PND ont choisi de prendre les devants. La décision d'amender l'article 76 a ainsi décrite comme un pas supplémentaire sur la voie de la réforme et comme la réponse à une forte demande interne²⁷. Elle a surtout été largement présentée comme faisant largement

²³ Le huitième congrès du parti a été l'occasion d'annoncer la création d'un Secrétariat des politiques, un comité parmi les treize autres que compte l'organisation, comprenant 200 membres, chargé de l'« élaboration des projets et des documents de politique générale pour le parti et de son programme général ». Sur l'organisation du parti et ses structures, voir principalement Hâchem Rabie, Amr, *Al-hizb al-watani ad-dimuqrâti*, Le Caire, Centre Al-Ahram d'Etudes Politiques et Stratégiques, 2004, mais aussi le site internet du PND.

²⁴ Pour une analyse plus précise des changements survenus durant l'année 2004, voir notamment Hassabo, Chaymaa, « Gamal Moubarak au centre du pouvoir : une succession achevée ? », in *L'Egypte dans l'année, Chronique politique*, Le Caire, CEDEJ, 2004

²⁵ Gamal Moubarak, entretien avec un journaliste de *Rûz al-Yusûf*, accessible sur www.ndp.org.eg/static_news/GamalMoubarak2nd_23-01-2006.asp

²⁶ Lors d'un discours prononcé à l'Université américaine du Caire en mai 2003, il s'était ainsi opposé à l'idée d'une réforme constitutionnelle, tout en défendant les lois d'urgence en vigueur en Egypte et l'action des forces de sécurité.

²⁷ *Al-Ahram Weekly*,

consensus dans les rangs du parti, dont les représentants ont souligné à l'envi la formidable portée démocratique.

De la même manière, dès le lancement officiel de la campagne électorale présidentielle, à la fin du mois d'août 2005, l'accent a été clairement mis sur l'élan démocratique nouveau qui anime la vie politique et sur l'importance des réformes entreprises depuis 2002. Largement à l'origine de ces évolutions, la jeune garde du parti a alors occupé visiblement le devant de la scène. Plus largement, c'est tout le style de la campagne officielle qui est apparu clairement inspiré par les « jeunes » du parti.

Dans un second temps, alors que les membres de la vieille garde du PND s'étaient montrés discrets dans les préparatifs de la présidentielle, ils ont ensuite effectué un retour rapide dans la compétition pour le *leadership* partisan et pour la préservation de leurs acquis à l'Assemblée du Peuple. Il apparaissait en effet évident que les caciques du pouvoir allaient profiter de l'opportunité offerte par ce scrutin pour reprendre le dessus sur leurs jeunes rivaux, pour la plupart novices ou presque dans le domaine de la compétition électorale locale et manquant d'ancrages solides sur le terrain. Ainsi, tant dans le processus de sélection des candidats du parti que dans la gestion même du scrutin, les responsables de la vieille garde ont exercé leur influence et leur contrôle, avec des effets cependant globalement négatifs tant en termes d'image (en raison des violences) qu'en termes de résultats électoraux (seuls 145 candidats sur les 434 nommés originellement par le parti ont été élus et il a donc une nouvelle fois fallu réintégrer les candidats « indépendants » dans les rangs du PND).

Au passage, ces élections ont également été l'occasion d'observer en quoi, à la différence de qu'affirmait Sartori, la compétition entre *leaders* au sein d'un parti unique (ou d'un parti hégémonique) n'est pas une simple « lutte entre tenants du pouvoir se confrontant *directement* (...) et dont l'issue n'a pas à passer avec succès

le test de la compétition électorale et de la légitimation »²⁸. Bien au contraire, l'expérience du PND lors de ces élections, comme cela s'était déjà avéré être le cas auparavant, a confirmé que même dans le cadre d'un système de parti hégémonique où la domination électorale des candidats du pouvoir est assurée, les luttes d'influence internes entre clans rivaux ne sont pas déconnectées du vote et de ses enjeux.

LA COHESION DE L'ELITE PARTISANE COMME ENJEU

En décembre 2005, au terme des échéances électorales, le PND s'est trouvé dans une posture finalement délicate bien qu'il soit parvenu à préserver sa domination sur l'Assemblée (avec 72,5% des sièges). Par ailleurs, la philosophie du consensus affiché qui semblait globalement avoir prévalu au sein du parti depuis la mise en œuvre de la « Pensée nouvelle » en 2002 apparaît avoir été mise à mal par les méthodes de la vieille garde durant les trois phases des législatives. Est-ce là le signe que la cohésion du parti est menacée, et que, par suite, la stabilité du régime pourrait être en jeu ?

Sans aller immédiatement aussi loin, il est sans doute intéressant de revenir à l'analyse des facteurs de stabilité des régimes autoritaires proposée par Jason Brownlee. Pour lui en effet, « la capacité du parti dirigeant à jouer le rôle de médiateur entre les élites est particulièrement importante dans les contextes non-démocratiques où le maintien de la domination dépend de la cohésion du régime »²⁹. Considérant la situation à laquelle se trouve confronté le PND égyptien, cette affirmation nous a conduit à nous interroger sur la position des « soft-liners » et sur les déterminants pouvant alors les conduire à choisir entre « défection » et « réintégration »³⁰, en insistant tout particulièrement sur l'importance des institutions

²⁸ Sartori, *op.cit.*, p.49

²⁹ Brownlee, Jason, *art.cit.*, p. 8

³⁰ Sur cette question, on pourra aussi se référer à Hirschmann, *Exit, Voice, Loyalty, responses to decline in firms, organizations and states*, Cambridge, Harvard University Press, 1970

partisanes pour encourager la persistance de la loyauté face à la tentation de la défection.

Considérant que « les leaders poursuivent un but similaire -l'avancement de leur carrière- via une voie sensiblement différente -le réordonnement du régime politique-, Brownlee met en avant le rôle central tenu par la « diffusion des opportunités à travers les rangs du parti », diffusion qui « satisfait les ambitions individuelles et atténue le conflit entre factions concurrentes »³¹. Ce prisme d'analyse nous est apparu particulièrement pertinent pour étudier les recompositions survenues au sommet du régime égyptien dans la foulée des élections législatives. En effet, tant la formation du nouveau gouvernement que la réorganisation du Secrétariat général du PND, respectivement survenues à la fin du mois de décembre 2005 et au début du mois de février 2006, peuvent tout à fait s'interpréter en ce sens, c'est-à-dire comme le résultat d'une nouvelle transaction entre clans visant à restaurer et préserver la cohésion du système dans son ensemble.

Ainsi, la formation du second gouvernement dirigé par Ahmed Nazif, annoncée le 31 décembre 2005, a été marquée par l'arrivée de huit nouveaux ministres sur les trente qui le composent. Les personnalités issues des milieux d'affaires et les tenants de la libéralisation économique dominent nettement parmi les nouveaux entrants. De fait, contrairement à ce qu'auraient pu laisser penser les élections législatives, le message réformiste n'a donc pas été mis en sourdine. Il a au contraire été remis à l'ordre du jour avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, tout comme il a marqué le retour de la jeune garde sur le devant de la scène.

Ce sont cependant surtout les changements annoncés au sein du Secrétariat général du PND qui sont apparus les plus conséquents s'agissant des transactions et de la redistribution du pouvoir entreprises en faveur des réformistes. Au début du

³¹ Brownlee, Jason, *idem*

mois de février 2006, le Président a ainsi mis en avant la nécessité d'« ouvrir le parti », « à tous les niveaux », en particulier aux jeunes et aux femmes, annonçant l'entrée au sein du Secrétariat général de 11 nouveaux membres dont une large majorité est désormais constituée de figures issues du clan des réformateurs³².

Du fait de ces changements, l'année 2006 s'est donc ouverte avec une redistribution des rôles qui a replacé la réforme et les réformateurs au centre du jeu³³ - une « redistribution » qui semble dans le même temps avoir une nouvelle fois permis de ramener ces derniers dans le rang. Face à ces transactions, au moins l'un d'entre eux a cependant choisi d'exprimer son désaccord et de faire défection. Au début du mois de mars 2006, Osama El-Ghazali Harb, éditorialiste en vue et membre influent du Secrétariat des Politiques, a ainsi annoncé sa décision de démissionner du PND, déclarant que ses espoirs de réforme avaient été déçus par le parti et par le comité dirigé par Gamal Moubarak, devenu à ses yeux un simple « club de discussion »³⁴. Largement évoquée dans les médias³⁵, cette démission a été l'occasion pour El-Ghazali de souligner l'incapacité du parti à se réformer réellement et à conduire le pays sur la voie de la démocratie. En choisissant de mettre en scène ce coup d'éclat, aussitôt relativisé et réduit à un détail sans importance par la hiérarchie du parti, El-Ghazali a donc estimé qu'il avait plus à gagner à la défection qu'à la loyauté, plus à gagner à faire entendre sa voix qu'à entrer de plain-pied dans les mécanismes de transactions internes à l'élite partisane. En dépit du fait que quelques individualités ont également décidé d'exprimer leur mécontentement³⁶, sans cependant rompre avec l'organisation, il ne

³² Tells que Mohamed Kamal, artisan de la campagne électorale présidentielle, Hosam Badrawi, Said El-Elfi, Mohamed Najib Abu Ziad ou encore Rachid Mohamed Rachid. Dans le même temps, 8 membres sont sortis du Secrétariat général, dont 3 anciens ministres, et non des moindres : Mamdouh El-Beltagi, Hassen Kamal Bahie Eddin, et surtout Kamal El-Shazli, inamovible depuis près de 17 ans. Par ailleurs, si la direction du Secrétariat général est restée entre les mains de Safwat El-Sherif, Gamal Moubarak, Ahmed Ezz et Ali Eddin Hilal (au poste de Secrétaire de l'Information, *Amîn al-'ilâm*) font partie des six membres du Bureau. De plus, Gamal Moubarak se voit confier les nouvelles fonctions de Secrétaire général adjoint et Secrétaire des politiques (*Amîn aâm musâ'id wa amîn as-siyâsât*).

³³ Voir par exemple « Old guard surrounded », in *Al-Ahram Weekly*, 9-15 février 2006

³⁴ « Cracks in the NDP », in *Al-Ahram Weekly*, 9-15 mars 2006

³⁵ Pour exemple, « Al-Ghazâlî harb yuhâjimu gamâl mubâarak b'ad istiqlâlatihi min al-hizb al-hâkim » (« El-Ghazali Harb s'en prend à Gamal Moubarak après sa démission du parti au pouvoir »), in *Al-Quds al-arabî*, 15 mars 2006 ; « The price of resignation », in *The Arabist*, accessible sur <http://arabist.net/archives/2006/04/03/the-price-of-resignation/>

³⁶ Comme par exemple Hala Mustafa : voir « I fear for Egypt », in *Al-Ahram Weekly*, 16-22 mars 2006

semble pas, pour l'heure, que le geste de El-Ghazali ait exercé une influence notable sur les autres membres du clan réformateur, qui escomptent vraisemblablement avoir bien plus à espérer en restant à l'intérieur du parti.

LA PORTEE DU CLIVAGE ENTRE ELITES NATIONALES ET REPRESENTANTS LOCAUX

Les récents changements survenus dans la hiérarchie du PND signifient-ils pour autant que la jeune garde a définitivement pris le dessus et sera désormais en mesure d'imposer son agenda ? En l'état, rien n'apparaît moins sûr, en dépit de la grande influence attribuée dans les médias au Secrétariat des Politiques dirigé par Gamal Moubarak³⁷. De manière générale, il semble en effet que le PND souffre d'un déficit de crédibilité en tant que « vecteur de changement ». Par ailleurs, il n'apparaît pas non plus évident que le « clan des réformateurs » constitue pour l'heure une *faction* capable d'exercer une influence réelle et durable au sein du PND. Selon la définition proposée par Katz³⁸, une faction se caractérise en effet par une relation durable entre ses leaders et ses membres, elle est organisée à tous les échelons du parti et elle exerce une emprise assez forte sur ses adhérents pour qu'ils osent parfois défier la discipline partisane jusqu'à menacer la cohésion du parti. En l'état actuel des choses, le groupe des « réformateurs » emmenés par Gamal Moubarak ne semble pas correspondre entièrement à cette définition.

En effet, la recomposition récente du Secrétariat général du PND ne doit pas faire oublier que le parti ne se limite pas à ses structures dirigeantes au plan national. Or la « Pensée nouvelle » est pour le moment largement restée cantonnée au niveau central du PND, sans atteindre ses unités de base. Ainsi, dans les

³⁷ Au cours du mois de février 2006 notamment, journalistes, éditorialistes et analystes se sont interpellés et répondu par journaux interposés à de très nombreuses reprises sur ce thème. Pour en avoir une illustration, voir par exemple Dr 'Abdel Moneim Said, « A lam naqala likum 'an haqīqat lajna as-sīyāsāt », in *Al-Ahram*, 30 janvier 2006, p.27 ; Dr Hassan Nafaa, « 'Fankūsh', aādil īmam wa 'fankūsh' al-hizb al-watanī », in *Al-misrī al-yūm*, 5 février 2006, p.13.

³⁸ Katz, *A Theory of Parties and Electoral Systems*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1980. Pour une étude de ces questions, voir aussi le travail consacré par Di Virgilio et Kato aux systèmes partisanes italien et japonais: "Fractionalisme, coalitions et fragmentation politique. Qu'est-ce qui a vraiment changé dans le système partisan au Japon et en Italie dans la décennie 1990 ? », in *RFSP*, vol.51, n°4, août 2001, pp. 587-619.

villages, les districts, les gouvernorats, la « vieille garde » héritée de l'Union socialiste arabe reste largement en place. De leur côté, les « jeunes », pour la plupart peu expérimentés, ne semblent pas encore réellement au fait des réalités locales, même si Gamal Moubarak tente de se servir de tous les relais et supports à sa disposition, notamment à travers le Secrétariat des Politiques, pour établir des contacts et rencontrer les gouverneurs et les différents responsables locaux³⁹.

De même, l'initiative récente prise par la direction du parti d'organiser des « conférences d'une journée en direction du Parlement », conférences présentées par Safwat El-Sherif comme « une opportunité de dialogue et de coopération avec le gouvernement du parti »⁴⁰, vise elle aussi à rapprocher les positions des membres du gouvernement et des responsables nationaux du parti des responsables locaux afin d'éviter les conflits et de maintenir la cohésion du PND. En effet, à la suite de l'entrée en fonction du nouveau gouvernement d'Ahmed Nazif, les oppositions n'ont pas tardé à se faire entendre de la part des nouveaux députés (et souvent des « indépendants ralliés ») s'agissant des orientations politiques fixées, la plupart du temps jugées trop libérales⁴¹. Le manque de relais dont pourrait disposer la jeune garde au niveau local s'est ainsi trouvé ostensiblement révélé.

Dans ces circonstances, la recomposition des structures du parti au niveau des gouvernorats annoncée au début du mois de juin constituera pour nous une donnée particulièrement intéressante à analyser. Elle nous permettra de tenter d'identifier la stratégie mise en œuvre par les instances nationales et d'évaluer la portée des changements entrepris en faveur de la jeune génération (notamment qui sont les responsables nommés ? quel est le taux de renouvellement et/ou de remplacement des élites au niveau des gouvernorats ?).

³⁹ Son statut de fils du Président pouvant d'ailleurs sur ce point s'avérer aussi bien un atout, du fait des privilèges qui y sont attachés, qu'un problème, essentiellement auprès des médias et du grand public.

⁴⁰ www.ndp.org.eg/one_day_conf/details_2.asp?news_id=7729

⁴¹ Voir par exemple « Focus on Upper Egypt », in *Al-Ahram Weekly*, 23-29 mars 2006

COMMENT RECRUTER, COOPTER, FORMER DE NOUVELLES ELITES ?

De même, l'un des problèmes majeurs auxquels la jeune génération se trouve aujourd'hui confrontée est celui du recrutement de nouvelles élites partisanes au niveau local. De nombreux responsables affirment ainsi que le parti a besoin d'attirer vers lui des jeunes diplômés, des entrepreneurs, etc... afin de se constituer un nouveau socle de responsables locaux enclins à travailler dans la perspective de la poursuite des réformes. Dans ce contexte, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la fonction de Secrétaire à la Formation et à Formation politique (*Amîn al-tadrib wa' l'tathqif as-sîyâssa*) confiée à Mohamed Kamal au sein du Secrétariat général a pris une importance toute spécifique.

Cette question revêtra par conséquent pour nous une importance majeure dans les mois à venir, et, au-delà de la littérature traditionnellement consacrée aux élites⁴², notre réflexion pourra vraisemblablement s'inspirer utilement des études consacrées à l'expérience des partis issus des anciens partis communistes dans l'aire post-soviétique. Ces derniers ont en effet été incités – ou contraints – d'enclencher des recompositions en leur sein afin de faire face aux évolutions majeures de leur environnement auxquelles ils ont été confrontés⁴³. Ces expériences apparaissent particulièrement importantes pour notre travail dans la mesure où l'un des éléments principaux à prendre en compte dans notre analyse des recompositions en cours au sein du PND est constitué par la succession à venir au sein du régime égyptien.

Enfin – mais il ne s'agit là que de simples pistes évoquées rapidement ici, mais qui nécessiteront d'être approfondies – il nous a semblé que les changements récents survenus au sein du parti ont mis en évidence un renforcement de l'*institutionnalisation* du PND⁴⁴, le renforcement de l'institution étant possiblement

⁴² Voir par exemple Putnam, *The Comparative Study of Political Elites*, 1976

⁴³ En l'état, nous pensons notamment à des travaux consacrés au Parti socialiste bulgare par Tutyova.

⁴⁴ Sur ce point, voir notamment Chadel, Frédérique, « Penser le changement dans les partis politiques. Le processus d'institutionnalisation au Partido Popular », WP n°192, Institut de Ciències Polítiques i Socials, Barcelona, 2001

perçu comme une façon de renforcer la cohésion de la coalition dirigeante. Cette question fera partie de celles sur lesquelles nous comptons prochainement commencer à travailler plus précisément.